



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Lettre d'information du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale

Lettre Électronique d'Information numéro 045 (Juillet - Novembre 2014) - Afrique Centrale - ISSN 2073-3844

Mot du Directeur



Le quarante-et-cinquième numéro du bulletin électronique est maintenant disponible.

Les derniers mois ont été marqués par plusieurs évènements:

- Coopération UNESCO-Cameroun: cahier d'une visite fructueuse
- Prix international Guinée Équatoriale-UNESCO
- Réunion des Secrétaires généraux des Commissions nationales
- De nouvelles perspectives dans la coopération entre l'UNESCO et le Burundi
- Les outils de formation de 1000 enseignants dans l'Adamaoua et à l'Est sont prêts
- Les inspecteurs pédagogiques nationaux à l'école de la gestion des apprentissages
- 4ème colloque International du RAIFFET: éducation technologique, formation professionnelle et formation des enseignants
- La Représentante de l'UNESCO au Congo reçue par l'Ambassadeur de Chine
- Échos du 2ème Forum Ministériel Africain des Sciences, Technologie et Innovation (STI) en Afrique
- Les jeunes leaders des partis politiques et de la société civile du Burundi à l'école de la citoyenneté
- Le patrimoine culturel au cœur d'une conférence
- Lancement des activités du projet d'appui au développement local à travers les médias communautaires
- 4ème édition des « Journées TIC » sur les technologies par l'usage
- Le renforcement du SIGE se prépare
- Poursuite de la réforme et de la modernisation du Système d'Information et de Gestion de l'Éducation

Felix Yé

Directeur du Bureau régional multisectoriel
de Yaoundé.

Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique
centrale

A la Une

Coopération UNESCO-Cameroun: cahier d'une visite fructueuse



Coupure du ruban symbolique lors de l'inauguration du Bureau régional multisectoriel pour l'Afrique centrale

La Directrice Générale de l'UNESCO a effectué une visite officielle au Cameroun les 15 et 16 septembre dernier, à l'invitation du gouvernement du Cameroun pour revisiter et renforcer les liens de coopération entre l'institution et le Cameroun. L'une des marques tangibles de cette coopération fructueuse reste inéluctablement le siège du nouveau Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, offert par le gouvernement et inauguré officiellement pour l'occasion. Dans cette nouvelle configuration effective depuis 2013, le Bureau multi-pays transformé en Bureau régional couvre désormais les dix pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale. En plus des membres du gouvernement et des nombreux invités des missions diplomatiques et agences sœurs du système des Nations Unies, l'on a noté la présence des Secrétaires généraux des commissions nationales de l'UNESCO, véritables interfaces dans la coopération avec les États-membres. Des échanges et des visites ont ponctué ce séjour important pour la présence de l'Organisation au Cameroun.

Les missions et valeurs de l'UNESCO rappelées

Les échanges avec les hautes autorités du Cameroun ont permis de réaffirmer le rôle de l'UNESCO dans les pays en développement et en quête de paix et d'émergence. Le Cameroun, à l'instar de plusieurs pays s'est doté d'un plan de développement devant le mener vers son émergence. Le Bureau régional, comme l'a rappelé Mme Bokova « donnera plus de possibilités de mieux suivre nos activités dans nos domaines de compétences à savoir l'éducation, la science, la protection de l'environnement, la culture et la communication ». Ceci donnera ainsi la possibilité à l'UNESCO d'accompagner le pays vers son ambition d'émergence. À cet effet, les ministres en charge des portes-feuilles relevant des domaines de compétences de l'UNESCO, sous la conduite de la Présidente de la Commission nationale de l'UNESCO Mme YOUSOUF née Hadidja Alim, ont ainsi rappelé les projets d'intérêts communs en cours ou en perspective, au cours d'une concertation avec la DG de l'UNESCO. La Directrice Générale a aussi eu des échanges avec le Premier Ministre, avant l'audience au Palais de l'Unité.

Outre la longue et riche coopération entre l'UNESCO et le Cameroun, l'audience et le dé-

jeuner avec le Président Paul BIYA ont permis au Chef de l'État de saluer le rôle de premier plan joué par l'Organisation jusqu'ici, notamment dans la mise en place de l'École normale supérieure de Yaoundé, l'appui à la promotion du patrimoine culturel, de la diversité culturelle et de la liberté d'expression. C'est d'ailleurs un rôle qui est « appelé à se renforcer », a indiqué le Chef de l'Etat. Des sites qui témoignent de l'action de l'UNESCO au Cameroun

Au-delà des rencontres avec les autorités du Cameroun, Mme Irina Bokova a visité deux institutions dans lesquelles l'UNESCO joue un rôle majeur. D'abord, le Centre International de Référence Chantal Biya (CIRCB) pour la recherche et la prévention sur le VIH/Sida, émanation de la Première dame du Cameroun et Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO. En plus d'être membre du Conseil d'administration du Centre, l'UNESCO a appuyé le CIRCB à travers les Programmes Éducation, Science et Communication-Information. L'occasion a été saisie pour montrer à la Directrice Générale le travail qui est fait par les différents laboratoires du Centre pour pallier les problèmes inhérents à la

pandémie du Sida. Le CIRCB sollicite d'ailleurs le statut de Centre de catégorie II de l'UNESCO.

Ensuite, l'École Normale Supérieure de Yaoundé dont la création fut impulsée par l'UNESCO, et pour laquelle l'Organisation spécialisée onusienne n'a cessé de s'investir, pour son animation et son fonctionnement au cours des cinquante dernières années. L'ENS de Yaoundé dispose d'une Chaire UNESCO en Science de l'Éducation, domaine pour lequel la Directrice Générale a reçu les attributs de Doctor Honoris Causa au Campus principal de l'Université de Yaoundé I. Cette distinction s'ajoute à l'élévation à l'ordre de Grand Officier de l'Ordre de la Valeur par le Chef de l'État. La Directrice Générale a exprimé sa gratitude au gouvernement pour ces grandes distinctions et a indiqué qu'elle accepte ces distinctions comme des reconnaissances solennelles de toute l'œuvre de l'UNESCO, qui continuera dans la sous-région avec l'équipe dynamique du Bureau régional, que la Directrice a invité à se mettre au travail pour relever les grands défis en perspectives.

Prix international Guinée Équatoriale-UNESCO: et de deux !



Les lauréats recevant le prix des mains de S.E. Obiang NGUEMA et de Madame Irina BOKOVA

La Directrice Générale a assisté le 15 septembre 2014, à la 2ème édition de la remise du prix Unesco-Guinée Équatoriale pour la Recherche en Sciences de la vie. La cérémonie s'est tenue au Centre de Conférences International de Sipopo à Malabo en présence de S.E Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO et ses homologues : Manuel Pinto Da Costa (São Tomé et Príncipe) ; Uhuru Kenyatta (Kenya) ; Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie), actuel président de l'Union africaine, et Thomas Yayi Boni (Bénin) et le Premier ministre Daniel Ona Ondo (Gabon).

À cette occasion la Directrice Générale de l'UNESCO a réaffirmé le rôle de l'UNESCO de se maintenir fidèle à l'engagement de construire un modèle de développement consacré au progrès des êtres humains. Les Lauréats de l'édition 2014 ont reçu chacun une statuette de l'artiste Leandro Mbomio Nsue et la somme de 100.000 dollars pour leurs travaux. Il s'agit de:

- Le Professeur Hossein BAHARVAND (Iran), Professeur de Cellules souches et de biologie du développement à l'Institut Royan de biologie, pour sa contribution au développement de ressources

sur les cellules souches et la recherche transrationnelle conduisant à des applications en médecine régénérative.

- Le Professeur André BATIONO (Burkina Faso), scientifique des sols et Président de l'Action pour le développement intégré. Le Professeur BATIONO a été choisi pour sa contribution à l'amélioration de l'agriculture en Afrique à travers sa recherche fondamentale dans la gestion de la fertilité des sols. Il avait déjà été récompensé en janvier 2014 par le prix Kwamé Nkrumah pour la recherche scientifique, décerné par l'Union Africaine.
- L'Institut de Médecine Tropicale de Humboldt (IMT), de l'Université du Pérou, qui a été fondé en 1986 avec pour mission de promouvoir l'éducation et la recherche sur les maladies tropicales les plus répandues au Pérou. Cet Institut a été nommé pour sa contribution à l'élaboration de mesures de lutte contre les maladies telles que la tuberculose, le paludisme, la leishmaniose, la leptospirose, le VIH/SIDA, le HTLV-1 et les maladies intestinales.





Dans la sous-région

Réunion des Secrétaires généraux des Commissions nationales

Les Secrétaires généraux des Commissions nationales des pays de la CEEAC se sont réunis au Bureau régional à Yaoundé les 17 et 18 septembre. Cette rencontre sous régionale visait le renforcement de la coopération entre les COMNATS et les Bureaux UNESCO de la CEEAC. De manière spécifique le conclave visait à présenter les activités de chaque partie, déterminer les modalités d'appui des pays au fonctionnement du Bureau régional, et définir les axes de coopération entre les COMNATS et les Bureaux UNESCO. Les Secrétaires généraux ont eu droit à un exposé de l'ADG/Afrique sur Priorité Afrique.



Photo de famille avec l'ADG/Afrique et la présidente de la Commission nationale du Cameroun Mme Youssouf Hadidja

Une mission intersectorielle du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale a séjourné du 14 au 18 juillet 2014 au Burundi. L'objectif était d'effectuer un état des lieux de la coopération entre le Burundi et l'UNESCO et d'établir avec les ministères de tutelle une feuille de route sur les activités en cours et à venir.

Sous la Direction de M. Félix YÉ, le Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, avec l'appui de la Chargée de Bureau de la Maison de la Paix de l'UNESCO au Burundi, l'équipe de la mission constituée de Spécialistes des Programmes Éducation, Science, Culture et Communication/Information de l'UNESCO a eu des séances de travail avec les départements ministériels relevant des domaines de compétence de l'UNESCO.

Dans le domaine de l'éducation, les échanges ont permis d'identifier un certain nombre de projets susceptibles de bé-

De nouvelles perspectives dans la coopération entre l'UNESCO et le Burundi

néficier de l'appui du Bureau régional. Outre l'appui aux réformes du système éducatif, on peut noter la création d'un Pôle d'Excellence Technologique Universitaire (PETU), l'appui à la formation des formateurs, à l'alphabétisation ou encore l'amélioration du Système d'Information et de Gestion de l'Éducation (SIGE). Dans le domaine de la culture, des actions ont été requises, notamment pour l'inventaire complémentaire du site « le paysage culturel sacré du Mont Nkoma », l'inscription du Tambour du Burundi sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO ou encore la promotion des industries culturelles.

Les questions liées à l'insertion des jeunes et leur formation aux valeurs de la culture de la paix ont aussi été passées en revue. Quant au volet programmatique communication et information, l'intervention de l'UNESCO concernera la formation et le renforcement des capacités des hommes de médias pour plus de professionnalisme et de responsabilité dans la quête d'une presse véritablement libre mais aussi responsable. La délégation de l'UNESCO a aussi rencontré les chefs d'agences des Nations Unies, des missions diplomatiques ainsi que des organisations œuvrant dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, des niches de partenariats potentiels et les possibilités de mobilisation des ressources ont été identifiées notamment avec la Banque Africaine de Développement concernant les PETU et les radios communautaires.



Photo de famille avec l'équipe multisectorielle après un forum au cours de la mission

Education

Education...Cameroun

Les outils de formation de 1 000 enseignants dans l'Adamaoua et à l'Est sont prêts

L'initiative commune UNESCO-UNFPA, vise le renforcement des capacités de 1 000 enseignants issus de 30 établissements scolaires cibles du projet du MINEDUB et du MINESEC des régions de l'Adamaoua et de l'Est.

L'assise des 04 et 05 novembre 2014 qui s'est tenue à Yaoundé dans les locaux de l'UNESCO était co-présidée par les deux Inspecteurs généraux des enseignements (IGE) du Ministère de l'Éducation de base et celui des Enseignements secondaires et avait pour objectifs de préparer la formation des 1000 enseignants du primaire et du secondaire au développement des compétences en SRA y compris le VIH et Sida, pour atteindre au moins 20 000 élèves de 30 établissements scolaires du primaire et du secondaire dans les deux régions du projet d'ici la fin de l'année 2014. Au cours de cet atelier, les outils pédagogiques adéquats à l'acquisition des connaissances et au développement des compétences en Santé de la Reproduction des adolescents (SRA) par les adolescents et des jeunes, produits pour servir de supports didactiques, ont été présentés, enrichis et validés et 30 kits didactiques TIC pour la formation des enseignants remis aux IGE des deux ministères pour renforcer les capacités des écoles ciblées du primaire et du secondaire. Ledit atelier a permis de discuter des modalités opérationnelles des formations à programmer à Batouri, Bertoua, Meiganga et Ngaoundéré ainsi que le chronogramme de mise en œuvre.



Les inspecteurs du MINEDUB et du MINESEC, le Directeur du Bureau UNESCO autour des kits audiovisuels

Les inspecteurs pédagogiques nationaux à l'école de la gestion des apprentissages

Le ministère des Enseignements secondaires (MINESEC) et l'UNESCO ont organisé du 25 août au 5 septembre 2014, deux ateliers de renforcement des capacités des inspecteurs pédagogiques à la gestion des apprentissages. Le premier atelier, en faveur des inspecteurs pédagogiques chargés de l'enseignement normal s'est déroulé du 25 au 29 août. Le second atelier quant à lui s'est tenu du 1er au 5 septembre et concernait les inspecteurs pédagogiques chargés des sciences et technologie du tertiaire.

Quel processus enseignement-apprentissage est le plus efficace pour implanter les programmes rédigés selon l'approche par les compétences (APC)? C'est la principale question qui a guidé les travaux des assises. Pour orienter la recherche de la réponse à cette question, le Pr Clermont Gauthier commis par l'UNESCO et principal animateur des ateliers, a commencé par rappeler que les recherches scientifiques examinant les réformes éducatives font ressortir que leurs impacts sont plus grands quand elles se rapprochent du lieu où se passe la relation enseignement-apprentissage, c'est-à-dire la salle de classe. Ainsi, il a été question d'identifier parmi les cinq principaux modèles d'enseignement-apprentissage (les modèles transmissifs, la pédagogie par objectifs, les modèles pédagogiques structurés, la pédagogie du projet, la pédagogie de

l'apprentissage) relevés par le rapport de l'UNESCO-BIE (2008) sur les réformes curriculaires selon l'approche par les compétences dans une trentaine de pays africains, celui qui semble donner plus de résultats et dont la recherche a confirmé son efficacité.

À l'issue des cinq jours de travaux, au regard des preuves irréfutables démontrant l'efficacité des modèles pédagogiques structurés, tous les participants ont adopté l'enseignement explicite qui est l'une des variantes. À cet effet, une nouvelle fiche de préparation de la leçon pour les enseignants, une nouvelle grille d'observation des enseignants et un guide d'utilisation des nouveaux programmes ont été élaborés. Tous les participants ont recommandé que l'enseignement explicite soit retenu comme modalité d'implantation des programmes par compétences au Cameroun.



Photo de famille

Le Réseau Africain des Institutions de Formation des Formateurs de l'Enseignement Technique, en partenariat avec l'École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique de Rabat, a organisé du 28 au 31 octobre 2014 à Marrakech au Maroc son quatrième colloque international sous le thème « Éducation technologique, formation professionnelle et formation des enseignants ». Globalement ; il s'est agi au cours de ces assises, de favoriser les échanges entre partenaires et surtout avec les participants des différents programmes et projets du réseau.

Depuis sa création, le RAIFFET promeut le développement de recherches, d'expertises et d'organisations de formation afin d'améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs en général, de l'éducation scientifique, technologique et professionnelle, en particulier. Ce développement a des retombées concrètes dans les institutions du réseau, notamment la mise en place de la chaire Unesco «éducation scientifique et technologique et formation des enseignants». La plupart des institutions sont engagées dans le cadre du programme Erasmus Mundus «Science and Technology education and Teacher training» et sont partenaires du Centre International de Recherche en Éducation Scientifique, Technologique et Professionnelle. Ce quatrième colloque a aussi été l'occasion de confronter les points de vue en matière de

4^{ème} colloque International du RAIFFET: éducation technologique, formation professionnelle et formation des enseignants

formation des enseignants dans les disciplines scientifiques, technologiques et professionnelles, qu'il s'agisse de regarder ces questions au niveau de l'école de base dans le cadre de l'éducation pour tous (EPT), développé par M. Huot-Marchand Hervé du Bureau UNESCO de Dakar, ou dans celui de l'éducation et la formation technologique et professionnelle (EFTP). Le colloque s'est structuré autour de trois thèmes relatifs aux méthodes d'enseignement et leur efficacité en matière d'apprentissage, pratiques enseignantes et organisations scolaires; la modélisation, simulation, virtualisation..., impact des situations didactiques sur les apprentissages, tâches scolaires et activité des élèves et enfin la formation professionnelle des enseignants d'éducation scientifique, technologique et professionnelle. Cette dernière thématique a fait l'objet d'une présentation sur les modèles de simulation en technologies et en orientation par M. Bruno Dzounesse Tayim du Bureau UNESCO de Yaoundé.



Une vue des participants au colloque

Bulletin d'information
du Bureau régional
multisectoriel
de l'UNESCO à Yaoundé

Directeur de Publication
Loiteohin Félix YE

Coordination éditoriale
Cletus OJONG

Montage
Eric DEUMO N.

Ont collaboré:
Bureau régional Yaoundé:
Christian NDOMBI
MAMA PLEA
Fatoumata MAREGA
Jean Bosco KI

Albert MENDY
Jean-Roland ONANA NKOA
Salomon BEGUEL
Mireille NNANGA
Sophie BEYALA
William NGUE
Delphine HIOL
Bruno DZOUNESE TAYIM
Gustave TAGNE
Brice KAMWA

Bureau de Brazzaville:
Ana Elisa de SANTANA
AFONSO
Emile ZOLA

Maison de la paix UNESCO
Bujumbura:
Yvonne MATUTURU
Joséphine NTAHOBARI

BP: 12909 Yaoundé - Cameroun
Tel: (237) 222 20 35 47
(237) 222 20 35 48
Fax: (237) 222 20 35 49

Email: yaounde@unesco.org
web: www.unesco.org/fr/
yaounde

La Représentante de l'UNESCO au Congo reçue par l'Ambassadeur de Chine



L'Ambassadeur de Chine avec la Représentante de l'UNESCO et le Conseiller du MES

La Représentante de l'UNESCO, Madame Ana Elisa de Santana Afonso, accompagnée de M. Jean Ngoma Maniongui, Coordinateur du Projet «renforcement des capacités des institutions de formation de formateurs et organisation de la formation continue des enseignants du primaire et secondaire» a rencontré le 6 novembre 2014 Son Excellence M. Guan Jian, Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Congo, à Brazzaville. Face aux doléances du Conseiller du Ministre de l'Enseignement supérieur et Coordonnateur du projet, l'Ambassadeur Guan Jian a accueilli favorablement la proposition d'extension du projet aux villes de Pointe-Noire et Ouessou. Il s'est engagé à mobiliser le secteur privé chinois au Congo dans le soutien à l'éducation et en particulier au développement des technologies de la communication et de l'information en éducation, à travers la donation d'équipements et le renforcement des capacités. Il y a eu lieu de rappeler que le projet financé dans le cadre des fonds en dépôt de la Chine à l'UNESCO vise essentiellement:

- l'élaboration et mise en œuvre des programmes de formation continue des enseignants;
- l'équipement de quatre salles multimédia de formation de formateurs dans les Départements de Brazzaville, du Niari et de la Cuvette.



Sciences Naturelles

Échos du 2ème Forum Ministériel Africain des Sciences, Technologie et Innovation (STI) en Afrique

Le 2ème Forum Ministériel Africain des Sciences, Technologie et Innovation (STI) en Afrique s'est tenu à Rabat (Maroc) du 14 au 17 octobre 2014. Organisé par la Banque Africaine de Développement (BAD), le Royaume du Maroc et le Gouvernement finlandais ce forum visait à promouvoir le développement des Sciences, technologie et innovation en Afrique à travers l'engagement des ministres africains en charge de la recherche scientifique et des sciences, technologies et innovations.

L'UNESCO qui a récemment procédé au lancement de l'Alliance Globale des STI pour l'Afrique était fortement représentée avec la participation du DG Adjoint, des directeurs des bureaux régionaux de Nairobi et Harare, des spécialistes de la Division des Politiques scientifiques et du Renforcement des Capacités du siège et des spécialistes du secteur sciences des bureaux d'Abuja, du Caire, de Dakar, de Nairobi et de Yaoundé.

Lors de ce forum, l'UNESCO a organisé un stand et deux ateliers thématiques portant sur la mise en place d'un réseau d'universi-



Signature de la Déclaration de Rabat par les ministres

tés pour le renforcement des capacités en politique des STI en Afrique et la mobilisation des jeunes scientifiques africains à rejoindre l'association mondiale des jeunes scientifiques (WAYS). Le 2ème Forum Ministériel Africain des STI a connu un succès retentissant. Cela se reflète notamment dans la Déclaration Ministérielle de Rabat qui a sanctionné les travaux et qui, entre autre engage les Etats africains dans un ensemble de chantiers.

Sciences Sociales et humaines

Sciences humaines et sociales...Burundi



Un jeune en plein exposé lors du forum

Les jeunes leaders des partis politiques et de la société civile du Burundi à l'école de la citoyenneté

acteurs de changements et de transformations sociales à travers leurs pairs afin de contribuer à la préparation d'élections libres, pacifiques et transparentes. Cette activité a vu la participation des jeunes, filles et garçons, représentant 19 partis politiques ainsi que des jeunes leaders des associations et réseaux des jeunes.

S'appuyant sur la formation par les pairs et l'approche méthodologique active et participative, les participants ont acquis des connaissances sur la citoyenneté responsable, la promotion et protection de la diversité des expressions culturelles, la démocratie, l'éducation à la paix et aux droits humains,

la participation aux processus de prise de décision, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et les malversations économiques, les élections libres, paisibles et transparentes et enfin le genre comme perspective de paix et de développement.

À l'issue de la formation, le Secrétaire Permanent au ministère en charge de la Jeunesse et le Directeur du Bureau Régional de l'UNESCO ont demandé aux jeunes de restituer les enseignements dans leurs milieux respectifs. Enfin, le représentant des participants a indiqué qu'ils sont suffisamment bien préparés « pour être de véritables apôtres de la paix dans tout le pays en général et dans nos organisations et partis politiques en particulier ».

Dans l'optique de la préparation des élections prévues au Burundi l'an prochain, un atelier national de formation des leaders des sections jeunes des partis politiques et de la société civile s'est tenu du 14 au 19 juillet à Bujumbura.

Cette formation a été organisée par la Maison de l'UNESCO pour la Culture de la Paix au Burundi en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, l'Association pour la Promotion de la Fille Burundaise (APFB), l'Association des Scouts du Burundi (ASB) et le Réseau des Organisations des Jeunes en Action pour la Paix, la Réconciliation et le Développement (REJA).

La rencontre de Bujumbura visait à renforcer les capacités des jeunes burundais, leaders d'opinion, pour en faire des « role models », disposés à dire non à la violence et à leur permettre de devenir de vrais

Culture

Culture Cameroun

Le patrimoine culturel au cœur d'une conférence

« Problématique de la conservation, préservation et de la sauvegarde du patrimoine culturel », tel était l'intitulé de la présentation faite le 17 octobre dernier à l'Institut Goethe de Yaoundé par M. Christian NDOMBI, Spécialiste du Programme Culture au Bureau UNESCO de Yaoundé.

Parti d'une anecdote vécue et qui résume l'ultime nécessité de faire de l'intérêt du patrimoine culturel un intérêt commun, le conférencier a présenté les différents éléments du patrimoine qui rentrent dans le cadre de la responsabilité de toutes les parties prenantes impliquées dans la conservation, la sauvegarde, la protection et la préservation du patrimoine culturel. Dans la terminologie de l'UNESCO, la conservation s'applique aux musées, la sauvegarde implique le patrimoine immatériel, la protection se focalise au patrimoine matériel et la préservation est inhérente au développement durable.

Ainsi, quel que soit le domaine d'intérêt du patrimoine culturel, la responsabilité incombe à la fois aux États, aux populations et aux touristes eu égard aux enjeux économiques. Il faut donc gérer l'adéquation entre la protection-sauvegarde-protection-préservation du patrimoine et la quête des ressources économiques que génèrent... Les États se doivent de ratifier les conventions internationales sur le patrimoine culturel et même naturel et respecter les engagements pris. Quant aux populations, un travail de sensibilisation doit être mené. À Dakar par exemple, l'UNESCO a conçu des bandes dessinées pour sensibiliser les plus jeunes.

En somme, la protection du patrimoine est une chose importante et « nous avons intérêt à préserver pour les générations futures, tout en regardant en quoi tout cela peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations », a conclu l'orateur.



Lancement des activités du projet d'appui au développement local à travers les médias communautaires

Réhabiliter 21 radios communautaires et les transformer en centres multimédias communautaires (CMC) d'une part et créer 15 nouveaux CMC d'autre part, tel est l'ambition du vaste projet d'appui au développement local à travers les médias communautaires qui vient d'être lancé par le Programme Communication et Information (CI).

La mise en place des médias communautaires à l'instar de tout projet relevant de la communication pour le développement repose sur la sensibilisation et l'information des communautés. Dans le cadre de la mise en œuvre du présent projet, des équipes du Secteur CI se sont rendues dans les localités Sa'a, Baré Bakem, Foumban, Garoua, Meyomessala (radios à réhabiliter), Babungo, Douala, Bana (sites devant abriter les nouveaux CMC) pour matérialiser cette étape essentielle et préalable.



Réunion avec le conseil traditionnel à Babungo



État des lieux de la radio Bénoué FM de Garoua

4ème édition des « Journées TIC » sur les technologies par l'usage

L'association ICT4MDG a organisé du 12 au 15 novembre 2014 à Douala et à Yaoundé, la 4ème édition des Journées TIC sous le patronage du ministère camerounais des Postes et Télécommunications. Une rencontre annuelle d'échanges de bonnes pratiques et de recherche de partenariats entre les institutions et les professionnels du domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Cette édition s'est focalisée sur l'emploi et la formation professionnelle en utilisant les opportunités du numérique. Plusieurs sessions étaient inscrites à l'agenda des dites journées.

Ces « journées TIC » ont permis au Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO de présenter une cartographie des projets TIC menés dans la sous-région:

- Le Projet CFIT (Chinese - Funds-In-Trust) dont l'objectif est d'améliorer la qualité de la formation des enseignants à travers les TIC pour combler le fossé de la qualité de l'enseignement en Afrique (Congo et RDC);
- Le projet de transformation des radios communautaires en CMC et de création de nouveaux CMC au Cameroun;

Pour les nouveaux sites, le travail s'est déroulé en quatre grandes phases : les réunions d'information et de sensibilisation avec les leaders traditionnels, organisations communautaires et les associations locales de développement ; les rencontres avec les autorités administratives locales, les séances de travail au niveau du bâtiment proposé pour la radio et centre multimédia et l'identification des potentiels sites devant abriter les pylônes. Le contact avec les radios à réhabiliter a quant à lui été marqué par un état des lieux de ces médias, une sensibilisation sur les changements inhérents au passage à l'échelle CMC et des rencontres avec les autorités locales et traditionnelles. Pour catalyser la suite du processus, les communautés des CMC à créer et les responsables des radios déjà en place ont été invités à mettre en œuvre les recommandations émises par l'UNESCO, notamment les aménagements des bâtiments, la mise en place des comités de gestion provisoires pour le suivi des activités en attendant la mise en place des comités définitifs pour les nouveaux sites et la révision des comités de gestion pour les radios fonctionnelles.

- Le projet sur l'Enseignement innovant par Téléphonie Mobile dont l'objectif est de développer les capacités d'un enseignant des sciences utilisant la téléphonie mobile quelle que soit la marque en particulier pour les zones peu urbanisée à travers une plateforme conçue par Nokia et testée en Afrique du Sud et en Tanzanie pour les mathématiques;
- Le Projet Pilote Pour l'Amélioration de la Qualité de l'Éducation de Base (Volet introduction des TIC au MINEDUB);
- Projet de Création de Pôles d'Excellence Technologiques Universitaires (PETU) dans l'espace CEEAC;
- Développement du partenariat pour l'amélioration de l'accès des jeunes aux TIC dans le cadre de leur insertion socio-économique dans la zone CEEAC;
- VIH SIDA: Projet Pilote de Formation à distance des enseignants utilisant les TIC.



Réflexion autour de la formation des journalistes et des professionnels des médias du 21^e siècle

La réflexion a eu lieu le 11 juillet 2014, lors d'une session d'information et d'échanges organisée par le Bureau pays de l'UNESCO à Brazzaville en partenariat avec le Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement.

Entre autres insuffisances révélées lors du Colloque tenu en 2009 sur l'avenir du journalisme au Congo, figurait en bonne place le manque de formation de qualité pour les professionnels des médias. Il avait été recommandé d'œuvrer pour la promotion et l'émergence de nouvelles générations de journalistes compétents. Les autorités congolaises, conscientes de l'importance d'une formation de qualité dans tous les secteurs, et en particulier celui des médias ont de ce fait décidé de doter le Congo d'un institut spécialisé en sciences de l'Information et de la Communication. En octobre 2013, le Conseil de ministres a adopté le projet de création de l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC), le tout premier pour la République du Congo, avec l'appui du Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) de l'UNESCO.



Une vue de l'assistance

Organisée entre autres pour enrichir le développement du futur Institut, la session d'information et d'échanges s'inscrivait dans ce contexte. À travers les sous-thèmes tels que : « Formation et infrastructures de formation, journalisme et spécialisation » ; « Genre et média » ; « Journalisme et culture », les participants ont souligné l'importance de la formation spécialisée se basant sur des équipements modernes dans

un contexte évolutif et compétitif. Un accent a été mis sur les contenus des programmes de formation qui devraient intégrer les thématiques de santé de la reproduction, musique, histoire de l'Afrique, genre, droit, santé maternel, développement durable, etc. Il a également été souligné au cours des discussions, la nécessité de soutenir l'émancipation, le développement et la protection de la femme congolaise à tous les niveaux de la vie (politique, religieuse, associatif, familial, etc), en tant qu'acteur stratégique de développement.

Il convient de noter que la cérémonie d'ouverture de ces travaux a connu la présence du Ministre de la Communication, M. Bienvenu OKIEMY, de la Représentante de l'UNESCO

au Congo, Mme Ana Elisa de Santana Afonso et du Représentant de l'UNHCR au Congo, M. Ibrahima Traore.

Renforcement des capacités des porte-paroles, des webmasters et des journalistes sur la gestion, l'utilisation et la rentabilisation des infrastructures des TIC

Le ministère des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement en partenariat avec le Bureau de l'UNESCO au Burundi ont organisé, dans la commune et province de Gitega, un séminaire de renforcement des capacités des porte-paroles des institutions publiques, des webmasters et des journalistes. Le Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, Monsieur Tharcisse Nkezabahizi, a rehaussé de sa présence les activités.

Ce séminaire visait à renforcer les capacités en matière de l'utilisation des outils de traitement de l'information et de la communication en ligne, à informer sur la manière de rentabiliser l'infrastructure de la Communication Gouvernementale «Comgov» et son extension. C'était également une occasion de sensibiliser sur l'extension des services Comgov, y compris le déploiement des applications e-gouvernement. La formation vise ainsi à améliorer la communication gouvernementale, faciliter la fluidité des informations pertinentes et développer des relations dynamiques de proximité qui apportent des réponses aux attentes des populations burundaises et de tous les acteurs. Au cours de ce séminaire, les participants ont pu découvrir qu'il existe une gamme de canaux pour diffuser les informations à grande échelle en un laps de temps et à moindre coût mais aussi la complexité de la communication gouvernementale à l'ère de l'internet. Ils ont, également, découvert qu'à l'ère du numérique, les



Une vue des participants

porte-paroles des institutions ne sont pas les seuls à informer le public sur les événements auxquels participent leurs institutions respectives, où sur les démarches entreprises par celles-ci.

Au terme des travaux, les participants ont émis quelques recommandations à l'endroit des participants, du gouvernement et des partenaires, pour consolider les acquis de la formation. Dans le cadre du suivi de l'activité, les participants ont convenu de créer des cadres d'échange dynamique pour se familiariser avec ces outils. Et chaque participant doit faire une restitution à l'institution qui l'a mandaté et doit plaider pour qu'on augmente le budget pour les cellules de communication.

Institut de Statistique de l'UNESCO

Institut de Statistique de l'UNESCO ... Cameroun

Le renforcement du SIGE se prépare

Au titre des fonds du Partenariat Mondial pour l'Éducation reçus par le Gouvernement camerounais, il est prévu le renforcement du SIGE. Afin de préparer le démarrage des activités, une réunion technique s'est tenue le 24 septembre 2014 entre l'UNESCO, l'UNICEF et le Gouvernement. Elle a permis d'identifier les activités à mener pour l'élaboration d'une stratégie nationale de production de données statistiques de l'ensemble du système éducatif qui définira la vision du Gouvernement. L'idée étant de doter le secteur de l'éducation d'une plateforme interministérielle de production et de pérennisation des statistiques de l'éducation



Une vue de l'assistance

Institut de Statistique de l'UNESCO Burundi

Les autorités burundaises sont engagées depuis quelques temps dans la démarche de refonte complète du système national de production des statistiques du secteur de l'éducation. Pour poursuivre ce processus les autorités ministérielles burundaises ainsi que l'ensemble des partenaires de l'éducation ont sollicité à travers le « projet de réforme et de modernisation du SIGE », l'appui technique de l'UNESCO à travers l'Institut de Statistique (ISU). L'objectif est de doter les ministères des outils techniques appropriés à la gestion autonome du système d'information et former les cadres nationaux au processus de collecte de production des statistiques afin qu'ils puissent mettre à la disposition des

Poursuite de la réforme et de la modernisation du Système d'Information et de Gestion de l'Éducation

décideurs les données et les outils de pilotage nécessaires à la mise en œuvre de la réforme du système éducatif.

Une première descente a été effectuée au Burundi du 20 au 30 septembre 2014 dans le but de lancer les activités du projet. Elle a permis de doter les techniciens du ministère de l'Enseignement de base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation ainsi que le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique des compétences techniques nécessaires à la maîtrise de la gestion et de l'utilisation de la base de données scolaires et universitaires à travers une meilleure maîtrise de Microsoft ACCESS. En outre, elle a renforcé les capacités des cadres nationaux en charge des statistiques et de la planification de l'éducation sur la maîtrise du mode de calcul, d'interprétation et d'utilisation des indicateurs scolaires et universitaires afin de faciliter la production des outils de pilotage tels que les tableaux de bord du secteur de l'éducation, la carte scolaire et universitaire et les diagnostics sectoriels.

L'équipe a profité de cette mission pour discuter avec les autorités et partenaires impliqués dans le projet des modalités institutionnelle, organisationnelle et technique de la mise en place de la plateforme sectorielle de production et de diffusion des statistiques du secteur.



Renforcement des capacités des cadres nationaux en charge des statistiques et de la planification de l'éducation

Institut de Statistique de l'UNESCO Guinée Equatoriale

L'ISU pour appuyer le système éducatif

Afin d'assurer une production régulière et pérenne des statistiques de l'éducation de son système éducatif, les autorités ministérielles ont sollicité l'appui technique de l'UNESCO à travers son Institut de Statistique

pour doter le ministère des outils techniques appropriés à la gestion autonome du système d'information et former les cadres nationaux afin qu'ils puissent mettre régulièrement à la disposition des décideurs et des utilisateurs les données nécessaires à la gestion du secteur de l'éducation et au suivi-évaluation des objectifs de l'EPT et des OMD. À cet effet, un accord de coopération pays pour le renforcement du SIGE est cours de signature entre l'UNESCO et le Gouvernement de la Guinée équatoriale.